

## ***La Grande Guerre 14-18 et le mouvement national maghrébin (Algérie, Tunisie)***

LASZLO J. NAGY  
UNIVERSITE DE SZEGED

### **Abstract**

The mobilisation causes a great social mobility, never seen before, in the maghrebiens countries: more of two hundred thousand men have been presents in the war operations, and almost hundred and fifty thousand have gone to work in the metropolitan factories. They have discovered a new world: a more egalitarian society than that of his country. They have been influenced by new ideologies: nationalism, Pan-Islamism, bolshevism, Wilson's President program. The contact with the working world transforms them in thinking beings – tells one of them spokesmen, the emir Khaled. The author presents the activities of Charles-André Julien (1891–1991), social-communist militant (in 1924, he left the Communist Party) in favour of the taking of conscience by the Maghrebies (the “natives”) of them national and social situation. And this militant, after high historian of Maghreb, have given a great contribution to do of the colonial problem an important matter in the French political life at the beginning of Twenties.

**Keywords:** 14-18 war, socialism, bolshevism, Charles-André Julien

Cette Grande Guerre 14-18, la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale pèse lourdement sur l'esprit des gens. Elle était bien plus brutale que les guerres antérieures, le front était le lieu de la mort de masse. C'est avec cette guerre que le monde, en particulier Europe, sont entrées véritablement dans le 20<sup>ème</sup> siècle, dans le « siècle des extrêmes » (Hobsbawm).

La France mobilise durant la guerre plus d'un demi million « indigènes » dont la moitié vient du Maghreb : 173 mille de l'Algérie, 60 mille de la Tunisie, 37 mille du Maroc. Recrutés/engagés volontaire est à peu près égale. Il y a encore en plus des travailleurs venus dans la métropole, travailler dans les usines de guerre : 76 mille de l'Algérie, 18 mille de la Tunisie, 35 mille du Maroc. Ces soldats et travailleurs arrachés de leur foyer quittent premier fois dans leur vie leur lieu de naissance et traversent la Méditerranée.

Cette mobilité de grande importance ne signifiait pas simplement un déplacement, mais une véritable mobilité sociale aussi jamais vue auparavant.

Le recrutement suscite l'hostilité des Algériens et Tunisiens mais – sauf la révolte dans l'Aurès et dans le Sud tunisien – il se déroule sans difficulté majeure. L'« union sacrée » fonctionne bien. Elle trouve un soutien déterminé des notabilités maghrébines (Bey de Tunis, Sultan du Maroc et les personnalités religieuse algériennes). Dans leur proclamation

adressée à la population ils font tous référence à la défense des libertés et de la civilisation. (Les Allemands sont stigmatisés de « barbares »<sup>1</sup>.)

Les Maghrébins découvrent dans la guerre et dans les usines un monde matériel, moral, idéologique totalement différent du leur, et c'est un choc. La guerre leur ouvre des horizons nouveaux et leur donne le sens de la dignité et de leurs droits. C'est la première fois qu'ils sont sollicités d'assister, de secourir à l'Etat colonial, leur dominateur menacé.

Ils étaient étonnés apercevant une toute autre mentalité de la part des Français de France. Je cite Messali Hadj, mobilisé en 1918 : « *Quand il nous arrivait, en ville, de demander des renseignements aux hommes, aux femmes ou même aux enfants tous s'empresaient de nous rendre service. A chaque fois que nous échangeions avec des gens quelques paroles, on vous disait 'Vous' et 'Monsieur'. Nous étions unanimes pour constater cette grande différence qui existait entre le comportement des colons d'Algérie et celui du peuple français*<sup>2</sup>. »

Sur le front et dans les usines voyant des instruments de guerre et de travail modernes ils commencent à comprendre en quoi réside la puissance du pouvoir colonial : la technologie développée. Pierre-Étienne Flandin, résident général de la République française en Tunisie dit dans son discours prononcé à la Conférence consultative de Tunisie en février 1919 : « *Nos populations indigènes nous ont prêté au cours de la guerre un concours d'un prix inestimable (soldats, main d'œuvre), cette main d'œuvre, agricole et industrielle, nous revient aujourd'hui transformée par le contact européen, prête à actionner les machines les plus perfectionnées*<sup>3</sup>. » Ce même Flandin, voyant bien la conséquence politique de ce mouvement de population et y attirant l'attention de la classe politique dit ceci dans son intervention à la Chambre en juillet 1918 : « *Ces 600 mille indigènes qui travaillent dans nos usines de guerre, c'est tout un personnel industriel qui se lève pour nos colonies, mais c'est aussi un monde nouveau qui surgit, avec des aspirations, des revendications qui ne sont pas toutes sans danger, mais qu'il faudra satisfaire dans ce qu'elles ont de légitime*<sup>4</sup>. » Légitime est bien sûr ce qui est jugé comme tel par le pouvoir colonial qui est quand même forcé après la guerre à introduire de certaines réformes (ou plutôt réformatrices).

Les vies militaire et ouvrière ont initiés les Maghrébins mobilisés à des genres de vie et à des besoins nouveaux. L'armée et l'usine ont contribué à développer chez eux le sens de l'individualisme, ils ont disposé de la solde ou du salaire ce qu'ils pouvaient dépenser sans demander l'autorisation du qui que soit ou sans tenir compte de l'opinion ou de l'intérêt de la tradition de leur communauté. Et par là – sans vouloir – ils la désintègrent. Par le transfert de l'argent gagné comme solde ou salaire une couche des Algériens s'enrichissent, leur situation s'améliorent sensiblement : ils ouvrent des boutiques, les artisans produisent plus ou achètent des terres.

De ces Algériens – soldats ou ouvriers – certains s'enrichissent, mais tous commencent à réfléchir, à prendre conscience de leur situation. Emir Khaled exprime bien ce changement dans son discours tenu à Paris en 1924 : « *La fréquentation du soldat français pendant la grande guerre et de l'ouvrier dans les usines, ont transformé ces indigènes en être pen-*

<sup>1</sup> Voir : *Revue du monde musulman*, 1914, numéros 9 (pp. 281-284) et 12 (pp. 173-265).

<sup>2</sup> *Les mémoires de Messali Hadj 1898-1938*. Editio J.-C. Lattès, 1982, p. 96.

<sup>3</sup> *Afrique française*, 1919, n° 2, p. 110.

<sup>4</sup> *Afrique française*, 1918, n° 7, pp. 190-191.

sants, ayant désormais une parfaite conscience de leurs devoirs et de leurs droits<sup>5</sup>. » Quelles influences idéologique et politique subissent-t-ils, les soldats et les ouvriers ? Quels événements européens et orientaux provoquent de la réflexion chez eux ? Le rapport préparé par la section Surveillance politique indigène de la Résidence générale de la Tunisie parle du parti 'Jeune Tunisien' : « *Les aspirations nationalistes et panislamistes de ce parti, entretenues et réveillées par la propagande organisée en Turquie et en Allemagne contre l'influence française dans l'Afrique du Nord et par les révélations du programme idéaliste de M. le Président Wilson, amenèrent la formation d'un noyau d'opposants qui s'est efforcé de combattre notre protectorat*<sup>6</sup>. » Le rapport du Gouvernement général de l'Algérie réaffirme ce que la Résidence générale de la Tunisie disait : « *La doctrine wilsonienne qui a réveillé à travers le monde, chez les peuples qui avaient depuis longtemps perdu leur indépendance, des orgueils de race et des espoirs de revanche nationale, les mouvements égyptien et indien contre la domination anglaise, le bolchévisme russe et ses complaisances pour Kemal Pacha sont, il ne faut pas en douter, autant de sujets passionnants pour nos lettrés musulmans auxquels les journaux français apportent d'ailleurs, sur ces diverses questions brûlantes, un luxe de détails qui n'est pas sans danger pour l'opinion publique indigène*<sup>7</sup>. » Ces rapports montrent bien que l'environnement politique général du monde musulman a radicalement changé, le monde arabe s'est mis en marche, une partie de la population, à la tête, avec la nouvelle classe politique émergente, 'les lettrés' comme le rapport cité dit, est devenue très sensibles, perceptibles pour les idées nouvelles.

Un contemporain maghrébin de gauche Charles-André Julien constate ces mêmes appréciations : « *Les indigènes qui reviennent de France montrent plus d'indépendance et de sens critique. Ils discutent, protestent, parfois même publiquement et n'admettent plus aussi facilement l'autorité absolue de ceux qui faisaient autrefois figure de demi-dieux*<sup>8</sup>. »

Ce nouveau esprit du temps poussera les hommes politiques au pouvoir d'introduire des réformes : en Algérie celles des février-mars 1919 concernant le système de représentation politique élargissant le corps électoral des Algériens de 10-15 mille à 420 mille, en Tunisie concernant le Grand Conseil (deux sections qui ne délibèrent que des questions économiques et financières).

Les nationalistes se servaient des points du président Wilson pour mobiliser les Puissances de la conférence de paix : *Pétition de l'Émir Khaled adressée au Président des États-Unis Wilson* en 1919<sup>9</sup> et *Les revendications du peuple algéro-tunisien. Mémoire adressée au Congrès de la Paix par le Comité algéro-tunisien* rédigée par le Tunisien émi-

---

<sup>5</sup> Cité par Mahfoud Kaddache, *L'Émir Khaled. Documents et témoignages pour servir à l'étude du nationalisme algérien*. OPU, Alger, 1982, p. 168.

<sup>6</sup> *Rapport sur la situation des esprits en Tunisie, à la suite de la guerre, des victoires turques et des réformes récemment instituées. Tunis, le 3 mars 1923*. Archives Nationales de Tunisie, carton 18, dossier 2.

<sup>7</sup> *Rapport général sur la situation politique et administrative des Musulmans algériens 1920-1921*. Archives d'Outre-Mer (AOM), 11 H 47.

<sup>8</sup> Contre les indigènes d'Algérie. *L'Humanité*, le 5 juin 1920.

<sup>9</sup> In Mahfoud Kaddache, *L'Émir Khaled*, op. cit. pp. 121-124.

gré en Suisse, Bach-Hamba, rédacteur en chef de la *Revue du Maghreb*, où le document était publié<sup>10</sup>, mais leurs démarches restaient sans suite.

Les bolchéviques par la révolution d'octobre, eux-aussi ont diffusé le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, mais en même temps ils ont proposé la solution aussi : changer radicalement la situation des peuples colonisés par la révolution. Et la révolution bolchévique avait de l'écho considérable dans le Maghreb, comme partout, « *Révolution rouge de Lénine, et la mise à bas définitive du césarisme pourri. Je criai réellement de toutes mes forces, de toute ma foi, de toute mon espérance : 'c'est la naissance d'une ère nouvelle pour le monde... L'arbitraire et la dénaturation imprimées au monde seront arrachés.' En fait, l'idée continua de cheminer, d'évaluer, de marquer des gains et des victoires, de se propager*<sup>11</sup>. »

La révolution bolchévique développe, même provoque les débats dans les Partis socialistes qui aboutissent à la scission et à la constitution des partis communistes. Un axe très important de ces débats était la place de la lutte des peuples colonisés dans le processus révolutionnaire mondial. Quelle politique devrait mener la SFIO à l'égard des « indigènes », Algériens et Tunisiens et autres peuples colonisés ?

Dans ce combat de définir et réaliser une nouvelle ligne en matière de la politique des socialistes à mener dans les colonies, à propos de la question coloniale une place très importante revient à Charles-André Julien (1891-1991). Il déployait des activités extraordinaires : conférencier, auteur d'articles de journaux (*Humanité, Populaire, Lutte sociale, Avenir social, Bulletin communiste*), participant aux congrès socialistes et du Komintern, cité dans la presse de droite et dans les débats parlementaires, premier socialiste élu conseiller général à Oran, connu et suivi par les autorités coloniales. « *Nous avons déjà eu l'occasion de noter la popularité dont jouit auprès de certains jeunes Algériens M. André Julien, communiste notoire qui paraît avoir joué un rôle au récent congrès de Tours où il se serait prétendu le porte-parole du prolétariat indigène*<sup>12</sup> ».

Au congrès de Tours lui aussi vote pour la motions Frossard-Cachin, donc la scission regrettant beaucoup le départ de Longuet (« il était autre chose qu'un homme, il était un symbole, un symbole de l'hostilité à la guerre dont on ne pouvait se séparer sans mélancolie »). Mais contrairement à Longuet il est encore optimiste concernant le maintien de l'autonomie du parti où « *la plus absolue liberté de discussion sera permise au sein des sections entre les tendances*<sup>13</sup> ».

L'intervention de l'Internationale communiste par le télégramme de Zinoviev (le 28 décembre il demande l'exclusion des signataires de la motion Longuet-Faure stigmatisés de réformistes) a effacé le débat sur la question coloniale au cours duquel André Julien était mandaté d'exposer le point de vue des socialistes d'outre-mer : « le pistolet de Zinoviev a tué dans l'œuf l'exposé colonial que j'étais chargé de faire au congrès », écrivait-t-il en introduction de son exposé publié dans *L'Humanité* du 7 janvier 1921 sous le titre *Les mouvements nationalistes dans les colonies*. Il est très intéressant de plusieurs points de vue

<sup>10</sup> Ali Mahjoubi, *Les origines du mouvement national en Tunisie 1904-1934*, Publications de l'université de Tunis, 1982, pp. 145-146.

<sup>11</sup> Tewfik el Madani, *Mémoires de combat*, Traduit de l'arabe par Malika Merabet, OPU, Alger, 2009, pp. 152-153.

<sup>12</sup> *Rapport général*, AOM 11 H 47.

<sup>13</sup> *Avenir social*, le 6 mars 1921.

de le citer, il donne une description exacte et réaliste sur l'état des socialistes en Afrique du Nord (Algérie, Tunisie). Tout d'abord sur la composition des sections : « *Il faut insister sur ce fait que les indigènes ne représentent qu'une infime minorité dans les sections socialistes de l'Algérie. Parler d'adhésion du prolétariat indigène à la III<sup>e</sup> Internationale est non seulement une inexactitude, mais un non sens.* » Est-ce qu'ils acceptent les thèses de la III<sup>e</sup> Internationale ? Non, « *nos camarades indigènes ne partagent pas tous les points de vue coloniaux de la III<sup>e</sup> Internationale. Ils réclament ainsi que tous les socialistes algériens et tunisiens le droit de n'agir que selon leurs conditions locales, qui ne cadrent pas toujours avec des normes établies, surtout après une expérience asiatique.* » Charles-André Julien y ajoute comme explication : « *La doctrine coloniale communiste n'est pas en effet définitive et à l'abri de toute erreur. C'est une doctrine qui se fait.* (souligné dans le texte original – LN) *Entre la plate-forme du premier congrès et les propositions de Lénine et celles votées par le congrès communiste, il existe des oppositions très profondes que ne peuvent laisser indifférents ceux qui s'attachent à pénétrer le sens.* » Mais c'était l'appel à la révolte des indigènes de la III<sup>e</sup> Internationale qui avait provoqué le refus à l'unanimité des fédérations algériennes : « *A l'unanimité et sans qu'aucune voix se soit élevée pour soutenir un point de vue contraire, sans qu'aucun de nos camarades indigènes ait présenté la moindre observation, elles se sont nettement prononcées contre les mouvements nationalistes et les révoltes indigènes.* » Car les révoltes aboutiraient « *à un massacre inutile* » profitable uniquement « *à une oligarchie indigène nationaliste qui soumettrait les habitants à des conditions beaucoup plus pénibles que celles qui leur sont imposées aujourd'hui et dont les socialistes seraient les premiers victimes... il est honnête d'avertir les socialistes métropolitains de l'opposition nette* (souligné dans le texte original – LN) *de tous leurs camarades européens et indigènes d'Algérie et de Tunisie à toute révolte ou mouvement nationaliste colonial... Ils pensent que leur libération viendra de la révolution métropolitaine. Ils demandent au Parti de les aider dans leurs luttes quotidiennes.* » A ce propos il faut nuancer la position des socialistes nord-africains, le cas de la Tunisie est différent de celui de l'Algérie, les communistes tunisiens faisaient des efforts non sans succès pour une lecture « nationale » de la théorie marxiste de la question coloniale. Même – sans trop exagérer – on peut constater que les communistes tunisiens se trouvaient à l'avant-garde par leur créativité théorico-politique du mouvement communiste international au début des années 1920. Ils ont bien compris l'importance du nationalisme dans la lutte pour la révolution sociale. Mustapha Kraïem, historien tunisien, dans son livre remarquable cite l'article du journal communiste *Nationalisme et communisme*. Nécessité de l'indépendance : « *L'indépendance constitue un pas dans la marche du prolétariat tunisien vers les formes supérieures de la société communiste. Nous dirons même que c'est la seule condition dans laquelle puissent être accompli ce pas en avant*<sup>14</sup>. » D'après l'exposé de Charles-André Julien, la revendication principale des communistes nord-africains « *tend à obtenir une représentation parlementaire* ». Avant de faire un jugement hâtif, il avertit tous ceux qui appartiennent à la majorité de la SFIO votant la motion Cachin-Frossard : « *Avant de blâmer, il faut considérer comment s'est manifestée à leurs yeux l'activité socialiste. Jamais le Parti – en tant que Parti – n'a rien entrepris en faveur des colonies. Les indigènes ne connaissent d'interventions socialistes que celles de quelques rares députés – trois ou quatre au plus.* »

<sup>14</sup> *Avenir social*, le 14 décembre 1924.

En lisant l'exposé de Charles-André Julien on a l'impression que l'auteur ne sympathise guère avec la politique trop radicale (appel à la révolte) du Comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale qui voudrait provoquer la prise de conscience des masses autochtones par une méthode ce qu'on peut juger « aventuriste, blanquiste » : la révolte armée. Pour le Komintern la révolte armée était considérée comme une menace, un événement à venir tôt ou tard, et comme le refus de la « légalité » coloniale.

Charles-André Julien, tout en posant les problèmes réels, propose une tactique moins „révolutionnaire” (pas de révolte etc.), il conseille la prudence dans l'action et dans la propagande, et non pas l'impatience communiste. Mener une politique strictement communiste dans les colonies, c'est impossible : « ce sont inévitablement les questions nationales qui seront au premier plan » – dit-il dans son intervention au III<sup>e</sup> congrès de l'IC en 1921. Ce congrès consacre peu de temps à la question coloniale (les interventions sont réduites à cinq minutes). La priorité était donnée aux rapports stabilisés de la Russie soviétique avec l'Occident<sup>15</sup>.

Le changement de la tactique à propos de la question coloniale a présagé déjà la mutation stratégique du Komintern : assurer – ou plutôt imposer – la direction communiste dans les mouvements nationaux des colonies et dans le mouvement socialiste des pays développés.

Patience, tolérance, connaissance des conditions concrètes, débats libres, respect des opinions différentes, c'étaient les éléments les plus importants sur lesquels Charles-André Julien aurait voulu reconstruire – faire renaître – le mouvement socialiste. Mais l'impatience, la centralisation, l'exclusivité communiste – nommées bolchévisation –, la russo-soviétisation de la III<sup>e</sup> Internationale laissaient de moins en moins de place aux hommes de réflexion et à ceux qui auraient voulu continuer et approfondir les débats pour arriver aux conclusions les meilleurs possibles, les plus appropriées.

Malgré tous ces aspects négatifs les activités des communistes au début des années 1920 étaient positives à long terme : les communistes (les Kominternistes) par leur prise de position radicale, jugée extrémiste, ont ouvert un débat sur la politique à mener et une réflexion théorique aussi sur la question coloniale<sup>16</sup>. Ces débats avaient la valeur d'une mobilisation politique et théorique au sein de la classe politique en formation des Maghrébins.

L'issue de ces débats, en dépit de la politique de plus en plus sectaire des Kominternistes, était le lancement de l'idée de l'indépendance nationale.

Dans le combat politique une place particulière était réservée aux militants chargés de lutter contre le colonialisme dans la propagande, dans la presse (*Le Paria*, *L'Humanité*) et dans le domaine de l'organisation (*Section coloniale du PCF*, *les syndicats*, *Étoile nord-africaine*).

Dans les années 1920-30, Paris devient la capitale idéologico-politique du tiers monde naissant<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> Madeleine Rebérioux, « Les communistes de l'Orient en 1921, » *Mouvement social*, n° 82 (1973), pp. 106-113.

<sup>16</sup> Voir l'analyse excellente des Ahmed Koulakssis et Gilbert Meynier, « Sur le mouvement ouvrier et les communistes d'Algérie au lendemain de la Première Guerre mondiale, » *Mouvement social*, n° 130 (1985), pp. 3-33.

<sup>17</sup> Michael Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, Éditions la Découverte, Paris, 2015.

Les députés communistes étaient aussi mobilisés. On peut citer l'exemple d'André Berthon, député de la Seine. Il s'est chargé de sensibiliser l'opinion publique sur les problèmes de la Tunisie par écrire et parler sur La Tunisie martyre « *le beau et courageux livre de Si Abdel Aziz Talbi, un des plus nobles penseurs du monde musulman. Je veux éclairer l'opinion publique sur une question qui peut de jour au lendemain éclater avec violence comme a éclaté la question irlandaise et la question égyptienne*<sup>18</sup> ».

Grâce – en premier lieu – aux activités communistes le problème colonial est devenu *irrévocablement la partie intégrante* de la vie politique en France.

---

<sup>18</sup> *L'Humanité*, le 2 septembre 1920.